

Formation des vétérinaires certificateurs

PRESENTATION GENERALE

**Supports informatiques (TRACES NT, Expadon)
Formation théorique (principes, règles et mise en
œuvre de la certification)**

PLAN

Supports informatiques:

A- TRACE NT

B- EXPADON

Formation théorique:

A- Principes et règles de certification

B- Mise en œuvre de la certification

Mise en œuvre de la LSA (1/5)

Présentation

La Loi de santé animale (Animal Health Law) correspond au **Règlement 2016/429 (UE) du 9 mars 2016**, *relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale* :

- Abroge 39 directives et règlements
- Mise en application le 21/04/2021
- Règlement complété par des actes délégués et des actes d'exécutions, qui précisent la mise en œuvre effective de la législation

Mise en œuvre de la LSA (2/5)

Présentation

La Loi de Santé Animale .

- instaure un cadre modernisé et cohérent pour la prévention, la surveillance et l'éradication des maladies animales
- renforce la responsabilité de l'éleveur en termes de surveillance de l'état sanitaire de son cheptel. En pratique, l'éleveur est tenu de déclarer à son vétérinaire sanitaire tout avortement, toute hausse anormale de mortalité, tout signe clinique d'une maladie grave ou catégorisée dans la Loi de Santé Animale.
- entérine le fait que :
 - la biosécurité est essentielle à la maîtrise des maladies animales
 - l'éleveur doit connaître les principes de la biosécurité et est responsable de prendre toutes les mesures de biosécurité appropriées en ce qui concerne ses bovins. La visite sanitaire bovine est l'occasion pour l'éleveur d'être conseillé par son vétérinaire sur la biosécurité de son troupeau.

Mise en œuvre de la LSA (3/5)

- Doit permettre une utilisation renforcée des nouvelles technologies pour les activités de santé animale telles que la surveillance des pathogènes ou l'identification électronique.
- **Clarifie les responsabilités des opérateurs, des vétérinaires, des laboratoires, des autorités compétentes.**
- A pour objet également à faciliter le commerce tout en protégeant la santé du cheptel et la sécurité sanitaire.

Mise en œuvre de la LSA (4/5)

Présentation

La Loi de Santé Animale instaure une nouvelle catégorisation des maladies en fonction des mesures sanitaires qui s'appliquent. Cinq catégories sont possibles pour les maladies :

- ADE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification, plan d'intervention sanitaire d'urgence ;
- BDE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification, éradication obligatoire ;
- CDE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification, éradication volontaire ;
- DE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification ;
- E : déclaration d'obligatoire, surveillance

Mise en œuvre de la LSA (5/5)

Présentation

- ❖ Cinq maladies sont nouvellement à déclaration obligatoire, surveillance événementielle : le surra, la campylobactériose génitale bovine, la trichomonose, la paratuberculose et la fièvre Q .
- ❖ Sept maladies sont nouvellement présentes sur les certificats aux échanges pour les mouvements de bovins au sein de l'Union Européenne : le surra, la rage, la diarrhée virale bovine, la maladie hémorragique épizootique, la fièvre charbonneuse, la trichomonose, la campylobactériose génitale bovine. (Ces 2 dernières uniquement pour les échanges de produits germinaux)

La France doit appliquer la Loi de Santé Animale. Elle peut aller au-delà en ajoutant des mesures supplémentaires, à condition que ces mesures n'entravent pas les échanges.

Supports informatiques

A- TRACES NT

B- Expadon

A. TRACES NT

Site : <https://webgate.ec.europa.eu/tracesnt/login>

Mise en service du système de **notification** « TRACE NT » :

- en 2004 TRACES Classic pour les DDecPP
- en 2021 TRACES NT

Utilisé par 27 EM + certains pays tiers (Suisse, Norvège, Islande)

A. TRACES NT

Règlement d'exécution (UE) 2019/1715 DE LA COMMISSION du 30 septembre 2019 établissant les règles de fonctionnement du système de gestion de l'information sur les contrôles officiels et de ses composantes («règlement IMSOC»)

Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques

Règlement d'exécution (UE) 2021/403 DE LA COMMISSION du 24 mars 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429 et (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modèles de certificat zoosanitaire et les modèles de certificat zoosanitaire/officiel pour l'entrée dans l'Union et les mouvements entre les États membres d'envois de certaines catégories d'animaux terrestres et de leurs produits germinaux, ainsi qu'en ce qui concerne la certification officielle relative à ces certificats, et abrogeant la décision 2010/470/UE

A. TRACES NT

Rôles :

- Créer des certificats
- Rechercher des certificats
- *Contrôler des certificats (DDecPP uniquement)*

Où trouver les informations ?

- **DD(ec)PP** (à consulter en priorité)
- **EXPADON** <https://teleprocedures.franceagrimer.fr/Expadon> « aide à la certification »
- **TRACES NT** <https://webgate.ec.europa.eu/tracesnt/login>

B. EXPADON

<https://teleprocedures.franceagrimer.fr/Expadon>

- *Exportations vers les pays tiers : création et validation de certificats sanitaires spécifiques*
- Echanges intra-UE : informations sur la certification (**ne permet pas la création de certificats sanitaires pour les échanges intra- UE**) procédure d'utilisation : NS 2009-8285 du 15/10/2009

Rq :Expadon envoie automatiquement des mails aux utilisateurs enregistrés à chaque modification de fiche/certificat ou de réglementation!

Formation théorique

A- Principes et règles et de certification

1.Introduction

2.Les échanges intraUE

3.Le cadre réglementaire de la certification sanitaire

4.Le vétérinaire officiel

1. Introduction

- **Echanges** = UNIQUEMENT les mouvements d'animaux vivants et de leurs produits entre États membres de l'UE
- **Exportations** = *uniquement les expéditions vers les pays tiers*
- **Importations** = *introduction d'animaux dans les États membres de l'Union en provenance de pays*

Vétérinaire Officiel Privé (VOP)

- Vétérinaire **mandaté par le préfet** pour la **réalisation des certificats** sanitaires accompagnant les lots d'animaux vivants destinés aux échanges intra-UE.
- Vétérinaire certificateur à la qualité de **vétérinaire officiel** au sens de la réglementation communautaire en matière d'échanges d'animaux vivants.
- Peut initier et signer des certificats sanitaires dans l'application TRACES NT. Il peut être rattaché à plusieurs départements UAL (DDecPP=Unité de l'autorité locale).
- Désigné comme « Vétérinaire Officiel Privé », « Appointed Veterinary Offices », dans l'application TRACES NT.

2. Les échanges intraUE



France = continent + 5 DROM

Union Européenne : 27 EM

**AELE : Association
Européenne de Libre Echange :**

- Norvège
- Islande
- Suisse

Volume d'animaux échangés en 2020

- 1.472.826 BV : 52426 certificats dont **83 % par les VOP.**
- 493.342 OV +CP: 2233 certificats
- 20.171 EQ : 5539 certificats
- 609.925 PC : 7229 certificats

Environ 89836 certificats depuis la France (50 % des certificats émis en UE)

2. Les échanges intraUE

➤ Les principes:

Libéralisation des échanges de marchandises au sein de l'espace UE (1992): disparition des contrôles aux frontières nationales sous réserve du respect de règles harmonisées

➤ Les objectifs:

- Garantir un haut niveau de santé publique, de protection de la santé animale, de bien-être animal, de traçabilité des animaux.
- Harmonisation des exigences zoo sanitaires

➤ Les moyens:

- Juridiques
- Reconnaissance mutuelle des EM (organisation, inspections, contrôles).

2. Les échanges intraUE : Organisation administrative UE

➤ Législation zootechnique et zoo-sanitaire après avis des EM en comité CPVADAAA, (**Comité Permanent des Végétaux, des Animaux, des Denrées Alimentaires et des Aliments pour Animaux**).

- Règlements: applicables en l'état
- Directives: applicables après transposition en droit national
- Décisions d'application: applicables en l'état

2. Les échanges intraUE : Organisation administrative UE

Les conditions de maintien d'un statut indemne vis-à-vis des maladies (brucellose, tuberculose, etc.) sont fixées par le règlement 2020/689. Certaines maladies peuvent être soumises à des programmes d'éradication volontaire de la part des EM (exemple: IBR et FCO)

=> **Simplifie ou complique les échanges.**

➤ Contrôle de l'application des règles fixées par l'Union: audit par l'Office Alimentaire et Vétérinaire (**OAV**)

2. Les échanges intraUE : Organisation administrative en France

➤ Autorité compétente :

- centrale (MAA/DGAL) et locales (DDecPP, DAAF)

➤ Agent certificateur :

- vétérinaire officiel (secteur public) ou vétérinaire officiel privé (VOP)

➤ Système d'information entre EM :

- TRACES NT

3. Le cadre réglementaire de la certification sanitaire

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2019/1715 DE LA COMMISSION
du 30 septembre 2019 établissant les règles de fonctionnement du système de
gestion de l'information sur les contrôles officiels et de ses composantes
(«règlement IMSOC»)

Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15
mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles
servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative
aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être
des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques

3. Le cadre réglementaire de la certification sanitaire

(LE VÉTÉRINAIRE OFFICIEL NE DOIT PAS CERTIFIER DES FAITS DONT IL N'A PAS EU CONNAISSANCE PERSONNELLEMENT (article 88 du règlement 2017/625))

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/403 DE LA COMMISSION du 24 mars 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429 et (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modèles de certificat zoosanitaire et les modèles de certificat zoo sanitaire/officiel pour l'entrée dans l'Union et les mouvements entre les États membres d'envois de certaines catégories d'animaux terrestres et de leurs produits germinaux, ainsi qu'en ce qui concerne la certification officielle relative à ces certificats, et abrogeant la décision 2010/470/UE.

Au point de départ: Le contrôle à l'origine = **VOP**

- *Point de départ soumis à des contrôles officiels*
- Respect des normes sanitaires
- Respect des règles d'identification
- Respect des règles de transport
- Contrôle, renseignement et signature du certificat
- Signature électronique

Au point d'arrivée: Le contrôle à destination = **AUTORITE COMPETENTE LOCALE**

- Via le système TRACES NT
- Contrôle **favorable** : lot admis



Au point de départ: Le contrôle à l'origine = **VOP**

- *Point de départ soumis à des contrôles officiels*
- Respect des normes sanitaires
- Respect des règles d'identification
- Respect des règles de transport
- Contrôle, renseignement et signature du certificat
- Signature électronique

Au point d'arrivée: le contrôle à destination = **AUTORITE COMPETENTE LOCALE**

- Via le système TRACES NT
- Contrôle **défavorable** : si problématique santé animale, santé publique, ou bien-être animal.

DECISION:

- Mise en place de quarantaine
- Décision d'abattage et destruction
- Décision de réexpédition



4. Le vétérinaire Officiel

Acteur privilégié de la mise en œuvre des contrôles

= le vétérinaire officiel



Inspecteur et décideur

4. Le vétérinaire Officiel

Définition :

Tout vétérinaire désigné par l'autorité compétente de l'État membre pour procéder :

- Aux contrôles à l'origine (documentaire/zoo sanitaire et physique) dont l'objet est la délivrance **ou non** d'un certificat sanitaire officiel.
- *A des contrôles à destination ou en cours de transport dont l'objet est la libération ou le blocage du lot inspecté.*

N.B.: le VOP, vétérinaire certificateur ayant la qualité de vétérinaire officiel au sens de la réglementation intra UE n'est mandatée que pour la réalisation de contrôles à l'origine.

4. Le vétérinaire Officiel

- Personne **responsable de ses décisions** en matière de certification sanitaire (vademecum: responsabilité civile/ responsabilité pénale).
- A un statut propre qui garantit son impartialité et son indépendance.
- Ne possède **aucun intérêt commercial direct** dans les animaux à certifier et les exploitations dont ils proviennent.
- **Confidentialité et devoir de réserve.**

4. Le vétérinaire Officiel

Responsabilités :

- Connaître la législation sanitaire en vigueur (et ses évolutions) ;
- Etre formé de « façon appropriée » concernant les règles à suivre pour l'établissement et la délivrance des certificats
- Certifier uniquement des faits dont il a connaissance (et qu'il peut vérifier);

4. Le vétérinaire Officiel

Responsabilités :

- Signer un certificat que pour des animaux qui sont sous son contrôle **ne doit pas signer des certificats en blanc ou incomplets;**
- *Peut s'appuyer sur des données attestées par une personne habilitée par l'Autorité compétente et qui est sous son contrôle (uniquement VO en administration);*

ATTENTION : le VOP ne peut certifier que si il a réalisé lui même la visite sanitaire de pré-certification.

4. Le vétérinaire Officiel: Bases juridiques

Le champ du mandatement

Les VOP sont mandatés pour la réalisation du certificat **UNIQUEMENT**: Les opérations de certification recouvrent :

- La vérification des statuts exploitation/zone/pays;
- Le remplissage et la signature du certificat TRACES NT.

La visite sanitaire pré certification ne fait pas partie du champ du mandatement et reste un acte libéral (rémunération fixée de gré à gré entre VOP et opérateur).

Pas de « découplage » cependant car « **le certificateur ne doit pas certifier des faits dont il n'a pas connaissance personnellement** » Article 88 du règlement 2017/625 (Règlement contrôle officiel).

B. Mise en œuvre de la certification

1. Le rôle de l'Etat
2. L'identification et la traçabilité
3. Le statut sanitaire des animaux
4. Le respect du bien-être animal
5. Le certificat d'échange intraUE
6. Le déroulé de la certification
7. La notification du mouvement à l'état membre de destination

1. L'Etat, responsable de la certification

- Choisit et mandate les vétérinaires certificateurs (VOP) : L'opérateur ne choisit pas le vétérinaire officiel privé.
- Encadre les activités du vétérinaire certificateur (formation, contact, soutien...par les DDecPP).
- Supervise ses activités.
- Rémunère les missions de certification officielle.
- Couvre les dommages causés et subis (hors faute personnelle).

1. L'Etat, responsable de la certification

Rémunération des missions de certification officielle : une redevance par certificat émis.

La redevance permet d'assurer la collecte des fonds nécessaires au financement des opérations de certification. Elle est payée par les opérateurs.

Redevance = $x \times$ nombre de certificats (avec $x = 14.20$ € aujourd'hui)

La visite de pré-certification reste une prestation libérale comme actuellement (lors de certification par un VO de l'administration) :
... et n'est donc pas soumise à la redevance.

1. L'Etat, responsable de la certification

Rémunération des missions de certification officielle : un organisme de collecte et de paiement des VOP.

La redevance est prépayée à FAM par les opérateurs, également en charge de rémunérer les vétérinaires sur la base de :

Païement au VOP : $y \times \text{nombre de certificats}$ (avec $y = 10.90\text{€ HT}$ aujourd'hui).

Ce dispositif est :

- Simple : 1 seul acteur pour collecter/payer
- Economique : pas de risques de pertes en lignes donc pas de surcoût à faire supporter sur tous – moins de frais de gestion
- Avant de pouvoir avoir recours à un VOP, les opérateurs ont payé une caution correspondant à un pourcentage du nombre de certificats annuels;
- A terme, 1 pré-paiement = 1 certificat = 1 opération de certification payée à un vétérinaire.

1. L'Etat, responsable de la certification

Couvrir les dommages causés et subis dans le cadre des missions de certification officielle indépendamment des fautes personnelles détachables de la mission

Objectif : renforcer la protection et le statut du vétérinaire certificateur, en cas de pression des opérateurs.

2. L'identification et la traçabilité

La traçabilité

- Identification variable en fonction des espèces (voir formation spécifique)
- Capacité à retracer à tout moment la localisation et les mouvements d'un animal : élément majeur du contrôle sanitaire des animaux
- Indispensable en cas d'épizootie
- Basée sur identification des animaux + enregistrement de leurs mouvements dans une base de données (pour certaines espèces)
- Agrément des centres de rassemblement (gestion des flux)

3. Le statut sanitaire des animaux

Qu'est ce qu'un statut sanitaire ?

Le statut sanitaire d'un pays est lié au statut sanitaire des animaux = reconnaissance du niveau sanitaire d'un EM ou d'une partie d'EM au regard d'une ou plusieurs maladies réglementées

Qui définit un statut sanitaire ?

Soit la Commission UE ou l'EM sur la base de :

- Règlement, directive ou décision UE
- Les critères de définition du statut sanitaire sont identiques pour chaque EM

Pourquoi un statut sanitaire ?

- Empêcher/limiter la contamination d'un EM membre à l'autre
- Allège ou alourdit les contraintes aux échanges intra-UE

3. Le statut sanitaire des animaux

Rappel des responsabilités des détenteurs / vétérinaires

Qu'est ce qui détermine un statut ?

- Travail réalisé par le réseau des vétérinaires sanitaires au quotidien, notamment la prophylaxie.
- Organisation de la surveillance des maladies réglementées (DDecPP, GDS).
- Résultats de cette surveillance.

3. Le statut sanitaire des animaux

- Mouvement entre statuts sanitaires équivalents : garanties sanitaires simplifiées par reconnaissance de statut.
- Mouvement depuis statut sanitaire élevé vers un statut sanitaire inférieur : garanties sanitaires simplifiées par reconnaissance du statut.
- Mouvement depuis statut sanitaire inférieur vers un statut sanitaire supérieur : garanties renforcées exigées sinon impossible.

Exemple: IBR, FCO, PPA (exemple: Allemagne)

3. Le statut sanitaire des animaux

Où trouver les informations relatives aux statuts ?

- Statut des animaux et de leur exploitations de provenance :
ASDA (Bv), informations transmises par les DD(ec)PP ...

- Statut des EM : et des zones => renvoi vers le règlement
 - France : site du MAAF : <http://agriculture.gouv.fr/>
 - DDecPP : Vademecum: importance de consulter la DDecPP
 - Autres EM: définis par des décisions communautaires règlement 621/420
 - Eurlex : <http://eur-lex.europa.eu/>
 - Site de la DG-Santé: http://ec.europa.eu/food/animal/index_en.htm

4. Le respect du bien-être animal

Règlement (CE) 1/2005

- Aptitude des animaux au transport : **examen clinique.**
- Conformité des moyens de transport et des convoyeurs : **autorisations administratives.**
- Programmation du voyage : **le carnet de route.**

Harmonisation des règles au niveau intraUE donc

=> reconnaissance des autorisations délivrées par les autres États membres.

5. Le certificat sanitaire


Document commun à tous les EM de l'UE + AELE (bilingue *a minima* !)

- Disponible grâce à l'application **TRACES NT** avec 2 niveaux d'accès et qui comporte 3 parties.
- Modèle pour chaque catégorie zootechnique référencée par code de nomenclature (codes douaniers).
- Signé dans une couleur différente de l'impression, obligatoirement et uniquement par un vétérinaire officiel/inspecteur officiel.
- Document avec un cachet officiel à l'encre conservé 5 ans.
- Accompagne **obligatoirement** les animaux du point de départ au point d'arrivée.

L'édition du certificat sanitaire donne lieu à la notification du mouvement à l'EM destinataire via le système TRACES NT.

5. Le certificat sanitaire

Partie I: Description

UNION EUROPÉENNE				INTRA	
Part I: Description of consignment	I.1. Consignor			I.2. IMSOC Reference	I.2.a. Local Reference
	Nom	Animal operator Test		INTRA.EU.FR.2021.000009 0	 I.3. Autorité compétente centrale Direction générale de l'alimentation / FR000000 I.4. Local competent authority Direction générale de l'alimentation / FR000000
	Adresse	rue 29018 Quimper			
	Pays	France	Code ISO		
	I.5. Consignee			I.6. Operator conducting assembly operations independently of an establishment	
Nom	LIBOCt69 Ent		Nom		
Adresse	Avenue Pierre Saul 23 2440 Geel		Adresse		
Pays	Belgique	Code ISO	BE	Pays	Code ISO
I.7. Pays d'origine			Code ISO	I.9. Country of destination	
				Belgique	
I.11. Place of dispatch			I.12. Place of destination		
Nom	CENTRE BOVINA		Nom	LIBOCt69 Ent	
Adresse	rue de la ferme 75015 Paris		Adresse	Avenue Pierre Saul 23 2440 Geel	
Pays	France	Code ISO	FR	Pays	Belgique
				Code ISO	BE
I.13. Place of loading			I.14. Date and time of departure		
Nom	CENTRE BOVINA		11 août 2021 06:00:00 +0200 CEST		
Adresse	rue de la ferme 75015 Paris				
Numéro d'agrément	FR7502R				
Pays	France	Code ISO	FR		

5. Le certificat sanitaire

Partie I: Description

I.20 Certifié en tant que ou aux fins de			
<input type="checkbox"/> Élevage ultérieur	<input type="checkbox"/> Abattage	<input type="checkbox"/> Établissement fermé	<input type="checkbox"/> Produits germinaux
<input type="checkbox"/> Équidé enregistré	<input type="checkbox"/> Cirques itinérants/Numéros d'animaux	<input type="checkbox"/> Exposition	<input type="checkbox"/> Événement ou activité à proximité de frontières
<input type="checkbox"/> Lâcher dans le milieu naturel	<input type="checkbox"/> Centre d'expédition	<input type="checkbox"/> Zone de reparcage/Centre de purification	<input type="checkbox"/> Établissement aquacole détenant des animaux ornementaux
<input type="checkbox"/> Transformation ultérieure	<input type="checkbox"/> Engrais organiques et amendements pour sols	<input type="checkbox"/> Usage technique	<input type="checkbox"/> Établissement de quarantaine ou établissement similaire
<input type="checkbox"/> Produits destinés à la consommation humaine	<input type="checkbox"/> Pollinisation	<input type="checkbox"/> Animaux aquatiques vivants destinés à la consommation humaine	<input type="checkbox"/> Autres
I.21 <input type="checkbox"/> Pour transit normal aux fins de			

5. Le certificat sanitaire

Partie II: Certification

- Indication du statut zoo sanitaire du (des) animaux échangés : obligatoire
 - Indication des garanties : analyses, quarantaine, vaccination, ...
 - Information sur le respect des dates et délais : en exploitation, en centre de rassemblement, délai visite avant départ, ...
-

5. Le certificat sanitaire

Partie II: Certification

- Passage par 3 centres de rassemblement maximum et pas plus de 14 jours entre le départ de l'exploitation d'origine et le départ du territoire français.
- NOTIFICATION automatique à l'EM destinataire via le système traces NT
- RESPONSABILITE du CERTIFICATEUR.
(Vétérinaire officiel privé ou vétérinaire officiel)

5. Le certificat sanitaire

Partie II: Certification

Partie I: Informations concernant le lot expédié	Partie II: Certification	↺	État actuel: VALIDE	Suivant: Validated
Partie III: Controls				

(2021/403) MODEL BOV-INTRA-X

I, the undersigned official veterinarian, hereby certify that:

II.1. The bovine animals(1) of the consignment described in Part I meet the following requirements:

II.1.1. They are identified as provided for in Article 38 of Commission Delegated Regulation (EU) 2019/2035.

II.1.2. They, for at least the 30 day period prior to the departure of the consignment, or since birth, if they are younger than 30 days of age,

II.1.2.1. have been continuously resident in the establishment of origin;

II.1.2.2. have not been in contact with kept bovine animals of a lower health status or subject to movement restrictions for animal health reasons;

II.1.2.3. have not been in direct or indirect contact with kept animals that have entered the Union from a third country or territory during the 30 day period prior to the departure of the animals.

II.1.3. They have not shown clinical signs or symptoms of diseases listed for bovine animals during the clinical examination which was carried out, within the 24 hour period prior to departure of the consignment, on (insert date dd/mm/yyyy).

II.2. According to official information, the animals described in Part I meet the following health requirements:

II.2.1. They do not come from establishments subject to movement restrictions affecting the species or situated in a restricted zone established for reasons of diseases listed for bovine animals.

II.2.2. They come from establishments free from infection with *Brucella abortus*, *B. melitensis* and *B. suis* without vaccination regarding bovine animals, and

(2) either ☒ [the establishments of origin are situated in a Member State or zone thereof with the status free from infection with *Brucella abortus*, *B. melitensis* and *B. suis* regarding the bovine population;]

(2) and/or ☐ [they have been subjected to a test for infection with *Brucella abortus*, *B. melitensis* and *B. suis* with one of the diagnostic methods provided for in Part 1 of Annex I to Commission Delegated Regulation (EU) 2020/688, carried out, with negative results, on a sample taken during the 30 day period prior to departure, and in the case of post-parturient females taken at least 30 days after parturition;]

(2) and/or ☐ [they are less than 12 months old.]

Fermer

Créé par Agnès GIRAUD le 04/08/2021 17:12:22 +02:00 CEST.

Aperçu PDF ...

5. Le certificat sanitaire

Partie III: Contrôle à destination et en cours de transport après le départ

Réalisé de façon aléatoire et non discriminatoire

RESPONSABILITE des autorités locales de destination qui informent les VOP.

6. Le déroulé de la certification

Constitution du lot et partie 1 de
TRACES NT
Dans les 24H si possible

Contrôles documentaires
bien-être :
-Carnet de route
-Attestations
administratives

Contrôle documentaires animaux :
-Documents d'identification
-Résultats d'analyses

Examen physique des
animaux :
-Transportabilité
-Identification
-nombre

La Certification

Si certification en
DDecPP

Statuts sanitaires
Certification dans TRACES NT:
- Partie 2
- Certification
- Impression
- Signature officielle
- copie

6. Le déroulé de la certification

A. Constitution du lot

- Information du vétérinaire certificateur **au moins 24 h avant départ** (sauf si rythme régulier, convenir d'un RDV).
- Choix des animaux qui seront échangés sous couvert du même certificat sanitaire dans le même véhicule (**1 destination = 1 lot = 1 certificat, porteur + sa remorque = 1 seul certificat**).
- Vérifier qu'ils sont convenablement identifiés.

RESPONSABILITE DE L'OPERATEUR (Expéditeur)

6. Le déroulé de la certification

A. Constitution du lot

- Établir la liste des numéros correspondants
- Collecter les documents correspondants (passeports, ...)
- Vérifier leur validité (date de péremption signature par vendeur)
- Planifier le transport (rédaction carnet de route si > 8 h)
- **Création du certificat dans TRACES NT (partie 1)**
- **Présentation du lot d'animaux au vétérinaire certificateur**
- **Présentation au vétérinaire certificateur de l'ensemble des éléments nécessaires à l'élaboration du certificat**

RESPONSABILITE DE L'OPERATEUR (Expéditeur)

6. Le déroulé de la certification

B. Visite de pré-certification (voir guide de la certification officielle)

Le vétérinaire certificateur effectue, pour le lot qui lui est présenté, les opérations suivantes :

- Réalisation de l'examen clinique, l'aptitude au transport, +/- autres conditions spécifiques , identification des animaux;
- Vérification des documents sanitaires des animaux à expédier (ASDA, résultats d'analyses si nécessaire, attestations diverses...);
- Vérification des statuts sanitaires des animaux et de l'absence de cas confirmé pour certaines maladies.
- Autorisation de transport ; et si > 8 h : carnet de route + agrément véhicule
certificat de compétence du chauffeur.

RESPONSABILITE DU VOP

6. Le déroulé de la certification

C. Procédure de délivrance

- Vérification des statuts zone/EM et des animaux.
- Rédaction sur TRACES NT de la partie II.
- Valider le certificat sanitaire dans TRACES NT.

RESPONSABILITE DU VOP

6. Le déroulé de la certification

- Insérer un N° référence locale sur le certificat (à définir avec votre DDecPP) propre au centre agréé plutôt qu'à un VOP !

Recommandations (à décider ou adapter par chaque département) :

- 2 premiers caractères : n° INSEE du département signataire
- 3ème et 4ème caractères : 2 derniers chiffres de l'année civile en cours,
- 5ème et 6ème caractères : 2 lettres définissant la catégorie et l'espèce (voir tableau suivant)
- le reste est à définir entre la DDecPP, l'opérateur et les VOP qui y interviennent... **Le but est de pouvoir retrouver rapidement un certificat à partir listing chez l'opérateur.**

Exemple : bovins de rente partant en 2021 du département du Cantal :1521BE...

Lettres définissant la catégorie et l'espèce (caractères 5 et 6 du numéro de référence locale)

Espèce ou produit	Catégorie zootechnique
Bovin d'élevage	BE
Bovin de boucherie	BB
Œuf à couver	OAC
Poussin d'un jour	P1J
Gibier de repeuplement	GR

Espèce ou produit	Catégorie zootechnique
Porc d'élevage	PE
Porc de boucherie	PB
Volailles d'abattage	VA
Volailles de reproduction de rente	VRR
Mollusque de la production primaire (coquillage)	MO

Espèce ou produit	Catégorie zootechnique
Ovin ou caprin d'élevage	OE, CE
Ovin ou caprin de boucherie	OB, CB
Equidé non destiné à l'abattage (1 seul)	EEN
Equidés,	ER, EE, EB
Semence, ovule et embryon de toutes espèces	SB (semence bovine), OB (ovule de bovin), EB (embryon de bovin)

6. Le déroulé de la certification

C. Procédure de délivrance

- Imprimer le certificat sanitaire en langue française + langue du pays de destination (+ langue du ou des pays traversés).
- Signature par le VOP avec cachet personnel (nom + n° ordre) de couleur différente de l'impression.
- **Cachet officiel et signature** sur chaque page du certificat (en français) et cachet seulement sur le certificat dans la langue du pays de destination.
- Photocopie du certificat sanitaire et visa de la liste des numéros. La copie + les résultats de laboratoire et autres attestations (originaux) constituent le dossier de l'expédition à remettre aux DDecPP pour l'archivage durant 5 ans.
- Délivrance du certificat original à l'opérateur ou à son représentant et des documents d'identification.

➤ **RESPONSABILITE DU VOP**

6. Le déroulé de la certification

Tenue par l'opérateur d'un registre contrôlé et visé par le VOP à chaque intervention avec:



- numéro d'ordre attribué au certificat (+ N° TRACES NT) et date de délivrance
- détail de l'expédition
- colonne « remarques » (ex : attente de documents en retour...)

ATTENTION : TRACES NT

accès opérateur ≠ accès vétérinaire certificateur :

Ne pas enregistrer son mot de passe sur l'ordinateur de l'opérateur, ne pas le donner à l'opérateur !

Modèle de registre

08.10.2020									
PRUCN 08102020		GB	2120 BTW 595	0086	89A	52	MARCHESSA	 D. Bertrand GUIN Vétérinaire officiel 71400 La Clayette	
02			596		897	24	Albouis		
03			597		899	2A	BINAR		
04			598		900	51	PASCH		
05			599		902	56	Cochi		
09/10/2020			7120 BTW 597	copie de remplacement		0087/891			
			599			0087/484			
13.10.2020								 Dr CHANTRY Thibault Vétérinaire officiel 71800 St-Christophe-en-Brionnais	
PRUCN 13102020		TC	2120 BTW 600	0088	18A	54	Alta R		
02		TC	601		183	52	Alta R (52)		
03		TC	602		186	56	Alta R (56)		
04		TC	603		187	54	mon		

6. Le déroulé de la certification

La copie de remplacement

Qui ?

Les VO et les VOP peuvent faire une copie de remplacement

Quand ?

Après validation et signature du certificat original et uniquement pour des erreurs administratives (*pas pour changer un numéro d'identification d'un animal ou pas pour des erreurs introduites dans la partie II du certificat*)

UNION EUROPÉENNE

Certificat intracommunautaire

Partie I: Détails concernant le lot présenté

I.1. Expéditeur Nom SAS PARMA CHAROLAIS Adresse LES BROSSES Pays 71800 Curbigny France (FR)				I.2. N° de référence du certificat INTRA.FR.2021.0034825		I.2.a. N° de référence locale:: 7121BTCU096	
				I.3. Autorité centrale compétente FR00000 DGAL/BICMA			
				I.4. Autorité locale compétente FR07100 Saone-Et-Loire			
I.5. Destinataire Nom AZOVE SOC AGR COOP Adresse VIA DEL MACELLO N 9 Pays 35013 Cittadella Italie (IT)				I.6. N° des certificats originaux associés N° Documents d'accompagnement			
				I.7. Négociant Nom Numéro d'agrément			
I.8. Pays d'origine France		ISO Code FR		I.9. Région d'origine		Code	
				I.10. Pays de destination Italie		ISO Code IT	
				I.11. Région de destination		Code	
I.12. Lieu d'origine/Lieu de pêche Exploitation <input type="checkbox"/> Centre de rassemblement <input checked="" type="checkbox"/> Installation du négociant <input type="checkbox"/> Organisme agréé <input type="checkbox"/> Centre semence <input type="checkbox"/> Exploitation aquaculture agréée <input type="checkbox"/> Equipe embryons <input type="checkbox"/> Etablissement <input type="checkbox"/> Autres <input type="checkbox"/> Nom SAS PARMA CHAROLAIS Numéro d'agrément 7103R Adresse LES BROSSES Code postal 71800 Curbigny				I.13. Lieu de destination Exploitation <input checked="" type="checkbox"/> Centre de rassemblement <input type="checkbox"/> Installation du négociant <input type="checkbox"/> Organisme agréé <input type="checkbox"/> Centre semence <input type="checkbox"/> Exploitation aquaculture agréée <input type="checkbox"/> Equipe embryons <input type="checkbox"/> Etablissement <input type="checkbox"/> Autres <input type="checkbox"/> Nom SARTORI GIOVANNI PAOLO E C SS SOC AGE Numéro d'agrément 001RO064. Adresse VIA GORESINA SUPERIORE 62 Code postal 45010 Bellombra			
I.14. Lieu de chargement				I.15. Date et heure du départ			

Certificat remplacé: INTRA.FR.2021.0016268

6. Le déroulé de la certification

La copie de remplacement

Comment?

- Dans TRACES NT (voir formation pratique).

Quoi?

- Remplace le premier certificat mais ne l'annule pas: on n'annule JAMAIS un certificat (sauf si lot non parti).

La règle : il ne doit jamais y avoir 2 certificats papiers signés et tamponnés en circulation.

- Récupération du certificat original possible : édition et signature de la copie de remplacement.
- Récupération impossible : édition de la copie de remplacement MAIS pas de signature ni de tampon officiel.

7. Notification des mouvements des animaux à l'EM de destination

Pourquoi ?

Prévenir l'EM de destination qui peut :

- Effectuer des contrôles à destination
- **Réagir en cas de crise sanitaire**

Comment ?

Automatiquement par le système TRACES NT => triple fonction :

- Elaboration des certificats
- Enregistrement des certificats (base de données)
- Notification

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

